



SYNTHÈSE

Processus et conditions de l'émancipation



CAPEJ

Chercher et Agir pour
des Politiques Émancipatrices
avec les Jeunes

Processus et conditions de l'émancipation

S'émanciper par les recherches-actions

À travers l'analyse de rapports Français et Belge, nous avons cherché comment les démarches de recherches-action permettent l'émancipation des jeunes, des professionnels, des élus. Quelles sont les conditions pour qu'elles enclenchent le processus ? est-ce que les démarches de recherche engagée permettent les inversions du stigmaté que vivent les citoyens (qu'ils soient jeunes, professionnels ou élus) et quelles sont les conditions pour qu'ils adviennent des sujets politiques, par l'affranchissement des tutelles, des contraintes, des ancrages sociaux ?

Les rapports reçus sont de nature différente par les processus engagés, les méthodologies développées, la prévalence donnée à la recherche ou à l'action, Tous ne traitent pas directement non plus de l'émancipation sauf ceux engagés dans de l'action. Pour autant, nous ne prétendons pas, avec les rapports obtenus, avoir une vision globale de la question, ni en tirer des conclusions hâtives sur la place de la recherche et l'émancipation, ni sur la participation. Ainsi, nous compléterons par nos propres travaux sur la question.



Mais qu'entend-t-on par émancipation ?

Sans rentrer dans une analyse approfondie qui est déjà largement documentée par ailleurs, rappelons simplement que, selon le Centre National de Ressource Textuelles et Lexicales¹ l'émancipation est définie comme « l'action d'affranchir, de s'affranchir d'une domination ou d'une servitude, d'une contrainte », elle vise « une transformation plus ou moins radicale du présent en vue d'une société dépourvue de rapports sociaux inégalitaires »², cette notion est donc liée à la critique sociale, vu comme une capacité à interroger le monde social, à s'en libérer et à le transformer.

Rajoutons un élément, présent dans le nom du projet, qui permet d'articuler la dimension individuelle de l'émancipation et sa dimension collective, sociale ou ici, institutionnelle : pourquoi parler de politiques émancipatrices ? Il s'agirait, dans une perspective utopique, de critiquer l'existant social et d'imaginer d'autres possibles. Les politiques sociales mises en oeuvre depuis de nombreuses années ne changent pas durablement les situations des jeunes et ne permettent pas à tous d'accéder durablement à l'autonomie. Si les paradigmes qui déterminent les politiques et actions mises en place permettaient de changer durablement leur situation des jeunes, cela se saurait.

Proposer le paradigme de l'émancipation invite à ne pas considérer uniquement la dimension individuelle, mais à inclure la transformation globale, comme élément essentiel pour sortir de la reproduction des situations, des inégalités et de l'injustice sociale. Ainsi, à la lecture des documents, on pourrait avoir deux visions de l'émancipation qui peuvent dans certains cas être poreuses l'une à l'autre qui d'une certaine façon, ont trait à la question de l'autonomisation des jeunes. D'une part, une meilleure adaptation des politiques publiques (notamment au local) et ce d'une manière intersectorielle, pour améliorer le « parcours du jeune » et son intégration, et d'autre part, celle qui « pourrait être liée » à la question de la participation et de la place des jeunes dans la construction des politiques publiques.

L'analyse ci-dessous propose une lecture des rapports sous ces deux angles : individuels et collectifs / institutionnels. Nous proposons de dérouler le processus d'émancipation, et de montrer quels dispositifs, dans les recherches-actions analysées, mettent en oeuvre, ou pas, ce processus. En creux, nous pourrions voir ainsi ce qu'il nous faudra développer. Nous nous placerons selon les cas du point de vue des jeunes, des professionnels et des élus.

¹ Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, ensemble de ressources linguistiques informatisées et d'outils de traitement de la langue créée en 2005 par le CNRS.

² Cukier Alexis, Delmotte Fabien, Lavergne Cécile, Introduction, Émancipation, les métamorphoses de la critique sociale, Ed. du Croquant, 2013, p.8

Le processus d'émancipation

• LE DÉVELOPPEMENT DE L'ESTIME DE SOI

La confiance en soi et l'estime de soi sont essentiels pour oser se permettre de (se positionner, avoir une idée et la dire...). Bien souvent les jeunes (et moins jeunes) ne se sentent pas légitimes pour formuler une idée, une proposition. Soutenir le développement de l'estime de soi est donc essentiel pour leur permettre de se positionner dans la société. Pour mémoire :

« ... L'estime de soi est également fondée sur le sentiment de sécurité que donne la certitude de pouvoir utiliser son libre-arbitre, ses capacités et ses facultés d'apprentissage pour faire face, de façon responsable et efficace, aux événements et aux défis de la vie³... La clef de l'estime de soi se trouve dans le processus de conscientisation : elle consiste en la représentation effective qu'on se fait de soi-même par rapport à ses qualités et habiletés ainsi qu'en la capacité de conserver dans notre mémoire, les représentations de manière à les actualiser et à surmonter les difficultés, à relever les défis et à vivre de l'espoir »⁴.

Tous les rapports montrent que les démarches engagées contribuent à développer l'estime de soi des personnes, qu'ils soient jeunes ou professionnels. Cela passe notamment par la motivation liée à la dynamique de participation : besoins/envies des jeunes de donner leur avis et/ou raconter leurs expériences (experts du vécu), faire bouger/améliorer les choses / s'inscrire dans une dynamique collective pour porter des projets (plutôt que de « rêver seul dans son coin »).

La valorisation des compétences et de l'expertise des jeunes (qui passe parfois par du défraiement, par ex. samarcande), est très présente dans tous les documents : le faire de redire le cheminement réalisé, les synthèses des travaux précédents, de rendre visible et lisible par d'autres, reconnaît la participation. Parfois à l'inverse, la contribution des jeunes aux travaux n'est pas valorisée, et ils n'ont pas eu de retour de ce à quoi ils ont contribué (dans les cas de projets de recherche, où ils ont été sollicités par questionnaire). Or, ce retour est important.



3 De saint Paul, Estime de soi, confiance en soi, Paries, Inter-éditions, 1999, p 20

4 Germaine Duclos, L'estime de soi, un passeport pour la vie, 2004. Voir Eric Le Grand, L'estime de soi, un enjeu éducatif et social, 2008

• LA CONSCIENTISATION DE SA SITUATION ET LE SENTIMENT D'APPARTENANCE :

La conscientisation est le fait « d'apprendre à percevoir les contradictions sociales, politiques et économiques et à agir contre les éléments oppresseurs de la réalité »⁵, pour cela, des éléments sont indispensables, ils constituent la puissance sociale (« ensemble des représentations (de soi et des autres) et des compétences qui permettent de dépasser les positions sociales et d'agir sur son environnement »⁶).

Soutenir la conscientisation nécessite un travail, qui est mené dans plusieurs projets. Cela prend la forme d'ateliers de réflexion, d'analyse des situations (ateliers de cartographies communautaires, ateliers d'analyses réflexives, temps d'immersion). Ces ateliers peuvent susciter au départ des craintes des professionnels : que des méthodes qui permettent d'approfondir et de conscientiser soient trop rigoureuses, trop sérieuses et effraient les jeunes. Or, les rapports le montrent, ces temps permettent aux jeunes, aux professionnels et aux élus, de faire équipe, de mettre à jour les enjeux du groupe. Par ailleurs, prendre ce temps de réflexion est un acte de reconnaissance : les jeunes reviennent car, « c'est sérieux », ils sentent qu'ils sont reconnus dans leurs préoccupations. Une chercheuse dira « cela est facilité par le fait de savoir que les autres partagent la même galère, ils réalisent que d'autres partagent des choses similaires. Le cadre de la recherche permettait qu'ils puissent parler de soi sans que l'on attende d'eux le bon récit. » (Rapport de l'IWEPS).

Lors de ces ateliers, s'effectue un renversement par une prise de conscience : la situation vécue pourrait être différente. Elle marque le passage du sentiment d'impuissance à la conscience de sa puissance sociale et d'agir.

Les jeunes se rendent compte dans ces ateliers que d'autres traversent les mêmes difficultés, cela permet également de libérer la parole « Oui, il y a eu un impact car cela leur a permis de comprendre qu'ils n'étaient pas seuls à vivre certaines choses, que certaines choses ne dépendaient pas que de leur responsabilité individuelle, qu'il y avait aussi des responsabilités politiques et collectives... voir d'autres réalités d'autres jeunes les a également impactés. » (Rapport de Samarcande), ou un autre : « car ils se rendent compte qu'on n'a pas tous la même chance, qu'on n'est pas tous nés au même endroit et que si certains ont de la chance par rapport à certaines choses, d'autres ne l'ont pas » (Rapport de la Révolte étudiante).

5 Paulo Freire, Pédagogie des opprimés, Petite collection Maspero, 1974

6 Virginie Poujol, L'accès à la puissance sociale, une étape primordiale de l'émancipation, in L'émancipation comme condition du politique, l'Agir social réinterrogé, Ed. Edilivre, 2018

• LA SOCIALISATION POLITIQUE :

Rappelons qu'il s'agit du « processus d'inculcation des normes et valeurs qui organisent les perceptions par les agents sociaux du pouvoir politique (dimension verticale) et des groupes de références (dimension horizontale) »⁷. Vivre l'expérience de ce travail de recherche action, en reliant le travail du groupe avec des enjeux plus généraux qui rejoignent des enjeux travaillés par les pouvoirs publics, permet aux jeunes de prendre conscience du fonctionnement de la démocratie, de ses rouages, de ses failles. Cet élément du processus d'émancipation est souvent traité de manière implicite dans les projets et se travaille par le faire, par la confrontation avec le réel, avec l'accompagnement des professionnels qui vont décrypter, rendre lisible les situations vécues dans la rencontre avec des élus par exemple. Cet élément permet de comprendre pourquoi tout n'est pas possible, les cadres qui organisent la société, cadres qui pourront être dépassés (et non pas contournés), ce qui permet relier avec le point suivant.

• LE DÉVELOPPEMENT DE L'ESPRIT CRITIQUE ET L'EXISTENCE DU CONFLIT :

L'utilisation des sciences sociales, de ressources extérieures pour développer l'esprit critique est utilisée dans certains travaux à certaines étapes du travail, au moment qui paraît opportun pour le processus. Que ce soit pour les jeunes, ou pour les professionnels, cette démarche leur permet de comprendre les ressorts de ce qu'ils vivent, de prendre de la distance, d'alimenter leur réflexion par une démarche plus globale. Elle passe par la participation d'un chercheur à une discussion, par des démarches de jeunes qui vont rencontrer des professionnels, des personnes ressources pour comprendre le fonctionnement de tel ou tel service. Mais cette dimension n'est pas la plus développée dans les travaux, or elle est essentielle dans une démarche de libération : comprendre pour agir. La seconde dimension, l'existence du conflit et l'expression des désaccords, apparaît peu dans les recherches-actions analysées, or cette étape est essentielle pour se positionner. Des outils, détaillés dans le rapport PEER, tels que le débat mouvant⁸, permettent de travailler cette question.

La seconde dimension, l'existence du conflit et l'expression des désaccords, apparaît peu dans les recherches-actions analysées, or cette étape est essentielle pour se positionner. Des outils, détaillés dans le rapport PEER, tels que le débat mouvant⁸, permettent de travailler cette question.

7 Braud P., 2006 [8^e édition ; 1^{re} édition : 1992], Sociologie politique, Paris, LGDJ, Manuel.

8 Les fiches outils de la mallette pédagogique présenteront des outils d'animation en ce sens.

En essayant de repérer des éléments qui alimentent cette étape du processus, il ne s'agit pas de proposer une pédagogie de la résistance mais de repérer des cadres qui laissent la place à l'expérimentation, comme le propose Cingolani⁹, « il s'agit (...) de créer les conditions d'expérimentations de nouveaux rapports sociaux » qui n'occultent pas les rapports de domination et visent plutôt à mettre en place des rapports égalitaires : « Ce qui doit être conquis de haute lutte, ce n'est donc pas le pouvoir ; c'est cet espace de discussion libre et publique à partir duquel les hommes s'enhardissent à faire un usage personnel de leur raison et à confronter leurs pensées »¹⁰.

Par ailleurs, on peut voir, dans le peu de résultat visible dans les rapports sur la transformation sociale (l'impact des recherches-actions pouvant parfois être long, et donc peu visible directement), un signe de ce manque de travail du conflit. Or, comme le rappelle Boltanski, le travail sur les ajustements des règles et de la norme nécessite des ajustements permanents : « un monde rendant possible l'émancipation n'est pas un monde sans règle. Mais c'est un monde où la règle est sans arrêt ouverte à l'interprétation et à la discussion »¹¹.

• L'INSCRIPTION DANS UN PROCESSUS ÉLARGI :

Cela passe par la réappropriation des affaires publiques¹². Il s'agit de passer de logiques individuelles à des logiques collectives. On retrouve ce passage lorsque plusieurs groupes qui travaillent un même sujet en parallèle et se rencontrent pour échanger, mettre en commun leurs analyses (exemple dans les rapports de PEER, de l'OEJAJ). Les formes et les modalités varient, mais le principe est le même : montrer aux participants que l'objet de leur réflexion fait partie d'un processus plus large et concerne d'autres groupes, il leur permet de mesurer que les questions qu'ils posent traitent d'enjeux sociaux, d'affaires publiques. Pour les professionnels également, ces temps forts de rencontre mis en place au début des projets permettent de retrouver du sens et inscrire son action dans une dimension plus globale (c'est ce qu'expriment par exemple une chercheuse du projet de recherche action du PIA).

• LA PRODUCTION D'UN CONTENU POLITIQUE ET LA TRANSFORMATION DE LA SITUATION INITIALE : AGIR

Agir, c'est l'étape qui permet de modifier la situation initiale. Elle permet de reprendre du pouvoir de changer l'environnement (du pouvoir de et non du pouvoir sur, qui reproduirait des dominations). Les travaux font souvent référence à l'empowerment qui désigne explicitement la question du pouvoir, ou au pouvoir d'agir désignant la capacité de se mettre en action, en mouvement. Ces éléments étant parties intégrantes de l'émancipation (individuelle et collective).

9 Patrick Cingolani, Révolutions précaires, Essai sur l'avenir de l'émancipation, La Découverte, 2014, p. 7.

10 François Galichet, L'émancipation. Se libérer des dominations. Lyon, Chronique sociale, 2014, p.58

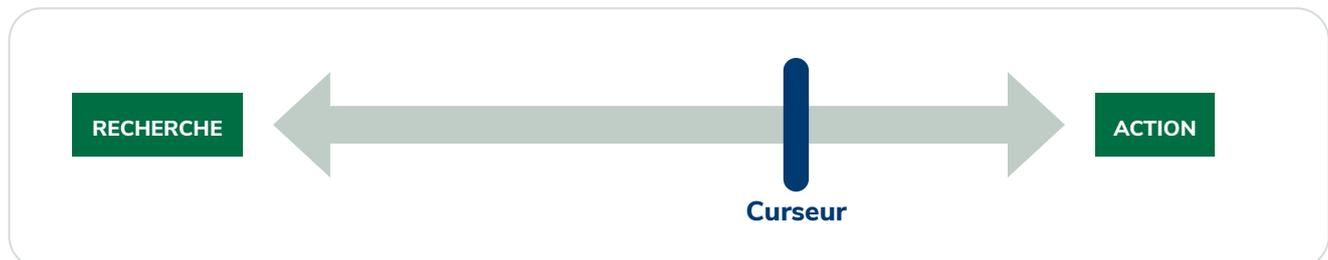
11 Luc Boltanski, De la Critique, Précis de sociologie de l'émancipation, Gallimard, 2009, p. 50

12 Pascal Nicolas Le Strat, Le travail du commun, Ed. du Commun, 2016, p.28

Cette partie aussi s'accompagne : les dynamiques engagées construisent un élan, mais il est important de construire l'après, pour ne pas que la réussite du processus de transformation, en tout cas sa forme visible, ne se résume à « l'engagement du politique », à une réponse qui serait positive aux demandes des jeunes. Développer l'esprit critique et travailler le conflit, c'est aussi comprendre que certaines choses ne sont pas possibles, et d'en comprendre les raisons, quitte à les remettre en question ensuite pour agir dessus. La reconnaissance des jeunes et professionnels comme sujets politiques passe par ces aspects, en effet, rendre visible, par l'action, le résultat du processus, contribue à la reconnaissance et au renforcement des compétences développées par les jeunes.

Les modalités qui soutiennent la production d'un contenu politique et l'émancipation

Nous observons que ce sont les démarches qui mettent explicitement l'accent sur l'agir qui vont proposer un nouveau contenu politique. Les démarches davantage orientées « recherche » peinent à trouver des espaces d'expérimentation des résultats des travaux.



C'est le cas avec les recherches actions « PIA » dont les effets visibles sur la transformation de la situation initiale ne sont pas encore visibles en termes de politique publique. Néanmoins, pour transformer l'action publique, les rapports mettent en avant le changement de posture, il est nécessaire de se « décaler », et de ne pas être dans une approche « gestion de projet » (pratique qui peut être éloignée des cultures institutionnelles). Au travers de ces deux projets, chaque membre a pu, au sein de son institution, association, devenir des « médiateurs et des transformateurs de l'action publique ». La mise en oeuvre de ce décalage de posture et de ces effets, provient avant tout du changement d'organisation dans la gouvernance du projet qui dépasse au fil du temps, le simple comité de pilotage, pour devenir un collectif apprenant (voir dans certains cas adopter le modèle de la sociocratie).

Concernant les jeunes, les projets de recherche-action, davantage orientés « recherche », soulignent que malgré l'intention affichée et voulue de co-construire avec les jeunes, de « les » faire participer à l'élaboration de politique publique qui les concerne, cette « place reste en débat et encore peu développée (les jeunes qui viennent dans les instances, sont-ils vraiment ceux qui en ont besoin, sont-ils représentatifs...). De même, certains jeunes peuvent être – au regard du climat de défiance vis-à-vis des politiques – difficiles à intégrer dans ces dynamiques. S'il est noté, que les formes traditionnelles sont peu adaptées aux jeunes, certains autres éléments peuvent jouer un rôle dans cette co-construction. Ainsi, dans le cadre du projet Jeunes en TTT, les dynamiques ont porté notamment sur l'idée « d'Être là où sont les jeunes ». De fait, le développement et l'impulsion d'actions et de réflexions sur le « aller vers » ont permis de favoriser l'autonomisation et l'émancipation des jeunes et ce sur plusieurs dimensions : d'une part, par la création et la restauration d'un lien de confiance, entre professionnels, élus et jeunes, d'autre part, de favoriser le développement d'initiatives de jeunes en s'inscrivant en lien avec le politique. Ce « passage vers les élus » implique cependant une préparation à deux niveaux, celle des jeunes et celles des élus, afin que les discours soient « entendables » par chacune des parties. Dans le cadre du projet Y-Nove de l'agglomération grenobloise : l'idée a été de créer notamment de nombreuses agoras pour favoriser ce dialogue.

Les projets de recherche-action, davantage orientés « action », produisent des changements à l'échelle du territoire de vie des jeunes : que ce soit sur les rapports à l'école (la révolte des étudiants), le développement d'une activité économique (Mulundi), la mobilité ou les discriminations (PEER), etc. Ils permettent aux jeunes de se situer comme acteur du devenir du territoire, d'inventer et de prendre une place nouvelle, qui les sort d'une place assignée.

Si l'on s'intéresse aux effets sur les politiques publiques, les processus qui ne mobilisent pas directement les jeunes, ou en tout cas qui ne les associent pas à toutes les étapes semblent davantage porter d'effets structurels. La recherche agissant comme une légitimation, validant ainsi les transformations proposées par les équipes qui portent les recherches-actions.

Mais, si les résultats ne sont pas directement visibles, les démarches observées à travers les rapports permettent néanmoins de remettre en mouvement les pratiques institutionnelles, notamment lorsque les démarches de recherche-action avec les jeunes sont accompagnées par des institutions.



Les conditions favorables à l'émancipation : éléments de posture

• POUR LES PROFESSIONNELS

L'engagement de l'intervenant dans le projet, et sa croyance, intime, que l'objet du travail, porté par le jeune a un réel intérêt en lui-même, et pas uniquement pour développer des compétences chez les jeunes. Il ne s'agit pas de rencontrer les jeunes pour les autonomiser, mais bien parce que les professionnels aussi y trouvent un intérêt : « Nous avons peur au début d'instrumentaliser les jeunes mais nous voulions avant tout comprendre de manière plus large comment ils vivent ce passage à la majorité. ». Pour les professionnels, l'objet du travail ne doit donc pas être un « alibi » pour parvenir à ses objectifs professionnels. **Cette posture, égalitaire,** permet de développer la confiance, l'intégration des jeunes et la libération de leur parole : « la garantie du secret professionnel, les propos anonymisés, qu'ils pouvaient dire s'ils ne voulaient pas que certaines choses fassent l'objet d'une retranscription, ce qui se dit dans le groupe reste dans le groupe, respect entre les jeunes lors des témoignages mis en avant, etc. ». **Il s'agit d'aborder les véritables enjeux pour les jeunes :** Qu'est-ce qui pourrait faire qu'une institution sociale entende la demande initiale du jeune, même si celle-ci ne permet pas de rentrer directement sur le marché de l'emploi ? Comment j'accompagne le processus de travail des jeunes, même s'il vient perturber et à l'encontre du projet politique de l'institution qui finance ma structure, si cette question représente un réel enjeu pour les jeunes ?

Tous les rapports montrent que la place de l'accompagnateur est essentielle pour accompagner ce processus. Il est de l'ordre de la transmission d'une méthodologie, d'un compagnonnage. Ainsi, le professionnel met à disposition ses compétences, connaissances, au service du projet des jeunes. Ce qui permet également de le repositionner et d'affirmer sa place d'intermédiaire sociaux, contribuant par là-même à la transformation sociale.

Enfin, bien évidemment, le professionnel pose un cadre émancipateur qui va permettre de partager et de vivre une expérience collective, des expériences positives, d'expérimenter de nouveaux rapports sociaux, de connaître d'autres jeunes, de se découvrir dans un autre cadre qui va permettre de sortir de la place habituellement assignée.



Parler en JE



**Respect de soi,
des autres et du
matériel**



**Droit au joker.
Pas d'obligation
de participer**

• POUR LES CHERCHEURS

Les recherches-actions questionnent la place du savoir qui peut instaurer un rapport de domination et l'utilisation des connaissances. Pour soutenir un processus d'émancipation, les connaissances existantes sur tel ou tel sujet doivent être mises au service du travail réflexif du groupe, au moment opportun donc. Cela ne signifie pas qu'il faille se passer des travaux de recherches, mais bien de penser l'appropriation de ces recherches (il existe des modes d'appropriation tel que l'arpentage pour faciliter l'accès à des textes par exemple), et leur utilisation, en vue de l'action.

• POUR LES ÉLUS ET RESPONSABLES ASSOCIATIFS

Tout l'enjeu consiste à considérer que la mise en question n'est pas la mise en cause, et donc de ne pas être « effrayé » par des situations conflictuelles (en référence aux éléments abordés plus haut). Lorsque des jeunes vont venir questionner une politique publique, il est intéressant de considérer que leur contribution peut réellement contribuer à une amélioration de son efficacité, de sa pertinence. C'est là le rôle des intermédiaires sociaux, d'associer dès le démarrage des travaux les élus ou responsables associatifs, pour qu'ils soient associés, à posture d'égalité, afin d'engager un travail commun. Cette reconnaissance de chacun, tout en ayant des places différentes, contribue au processus d'émancipation des jeunes, et de l'ensemble des personnes participant au processus.





CAPEJ
Chercher et Agir pour
des Politiques Émancipatrices
avec les Jeunes

